

Convention

Gestion Urbaine de Proximité

Centre Ville de Grasse



Entre :

- **La Ville de Grasse**, représentée par le Maire,
- **L'Etat**, représenté par le Préfet des Alpes-Maritimes,
- **La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**, représentée par le Président,
- **La Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes**, représentée par son Directeur Général,
- **Le Centre Social Harjès**, représenté par son Président,
- **La Société Publique Locale Pays de Grasse Développement**, représentée par son Président,
- **Nouveau Logis Azur**, représenté par son Directeur Général,
- **Immobilière Méditerranée**, représenté par son Directeur Général,
- **L'Association API Provence**, représentée par son Président,
- **La Fédération Economique de Grasse**, représentée par son Président,
- **Suez Eau France**, représentée par son Directeur Régional,
- **Enedis**, représenté par son Directeur Territorial,
- **GRDF**, représenté par son Directeur Territorial,
- **Orange**, représenté par son Délégué régional,
- **La Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM)**, représentée par son Président Départemental,
- **La Logirem**, représentée par sa Responsable d'agence – Alpes-Maritimes et Var,
- **La Poste**, représentée par son Directeur de la Plateforme de Préparation et de Distribution.

Préambule :

La première convention de Gestion Urbaine de Proximité du Centre ville de Grasse à été signée en février 2013, dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale et du Projet de Rénovation Urbaine. Afin d'assurer la continuité des actions menées et le partenariat déjà établi, une convention en lien avec les nouveaux objectifs définis par le contrat de ville, est prévue pour une durée de cinq ans.

L'objectif général de cette démarche restera néanmoins l'amélioration du cadre de vie des habitants. Cette convention aura toujours pour finalité d'identifier les dysfonctionnements en centre ville et de proposer des pistes d'amélioration notamment dans le cadre du projet d'intérêt régional du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) en phase de préfiguration de la convention pluriannuelle. L'ambition de l'ANRU au travers de son NPNRU est de transformer durablement les QPV concentrant les difficultés urbaines les plus importants, en matière d'enclavement, de dégradation du bâti et des espaces publics, de trames urbaines et foncières inadaptées, etc.

La participation des habitants demeurera au cœur de la démarche, en complémentarité avec une instance nouvellement mise en place : le Conseil Citoyen. En effet, le règlement général de l'ANRU fait de la participation des habitants un impératif de la gouvernance du NPRU. Dès lors, les habitants et les usagers du quartier doivent être parties prenantes du projet, et être associés à toutes ses étapes, dans une dynamique de co-construction. De même, des représentants des conseils citoyens mis en place dans le cadre des contrats de ville, doivent participer aux instances de pilotage.

Contexte :

Dans le cadre du projet de Rénovation Urbaine, le diagnostic territorial partagé, mené par le Cabinet « Habitats et Territoires Conseil » entre octobre 2008 et février 2009 (phase 1 et 2) sur le secteur de la Porte Est, avait mis en avant les préoccupations prioritaires telles que la gestion des déchets, les incivilités, la gestion des chantiers, l'animation, le déficit en matière de communication sur les projets du centre ville.

Les projets urbains et sociaux dans le cadre du PRU encore en phase opérationnelle sur le secteur du centre ville démontrent que le quartier évolue et se transforme notamment par :

- La requalification de plusieurs îlots dégradés (St Marthe, Pontet/Vieille Boucherie, Rêve Vieille, Mougins-Roquefort, Les Moulinets).
- La réhabilitation et la résidentialisation des ensembles HLM « Les Cordeliers », « La Roque » et « Font Laugière ».
- Le projet de création d'une Médiathèque de 3000 m² au cœur de la place du Rouachier et la requalification des espaces environnants.
- La création d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) sur le quartier Martelly en vue d'un réaménagement de cet espace avec une dynamique commerciale.

- La mise en œuvre de la Charte de Relogement pour accompagner les familles vers des logements mieux adaptés.
- La mise en œuvre de la Charte locale d'Insertion pour accompagner et intégrer les habitants du quartier vers l'emploi.
- La création d'un centre social avec l'association Harjès.

Ces évolutions devront servir de point d'appui au programme d'études lancé dans le cadre du NPRU d'intérêt régional : le NPNRU prévoit en effet une phase de préfiguration de 18 mois, préalable à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain visant la mise en œuvre opérationnelle.

Dans le cadre du diagnostic partagé du Contrat de Ville 2015-2020, une hausse de la précarité en centre ville a été constatée et les actions d'accompagnement auprès du public fragilisé, doivent être renforcées.

De même, la participation des habitants déjà prévue dès 2010, par la mise en place d'un Comité de Suivi (composé d'associations, d'acteurs locaux et d'habitants) est confortée avec la mise en place d'un Conseil Citoyen.

En effet, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, a imposé la mise en place de Conseils Citoyens dans l'ensemble des quartiers prioritaires. L'association Moderniser Sans Exclure a été missionnée en 2015 par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, pour accompagner techniquement la mise en place de deux Conseils Citoyens distincts, sur le territoire de la Ville de Grasse, cet accompagnement n'a pas été renouvelé en 2016.

Le centre social Harjès, qui intervient depuis 2011 sur le territoire du Grand Centre de la Ville de Grasse, et qui inscrit déjà un grand nombre de ses actions dans une démarche participative avec les habitants, a accepté d'animer le Conseil Citoyen prévu pour le secteur du Grand Centre.

Cette assemblée comprend deux catégories de membres : d'une part, des habitants du quartier concerné et d'autre part, des représentants d'associations et acteurs locaux, le collège «habitants» devant constituer a minima 50% des membres du conseil citoyen.

Les Conseils Citoyens doivent favoriser l'initiative citoyenne, devenir un espace de propositions et d'initiatives à partir des besoins des habitants.

Les conseils citoyens sont des lieux d'expression qui favorisent les pratiques émergentes. Ils pourront élaborer et conduire, à leur initiative, des projets s'inscrivant dans le cadre des objectifs fixés par les contrats de ville. Ces projets devront s'inscrire en cohérence et dans la complémentarité avec l'existant, se construire en partenariat avec les acteurs du territoire. Ces projets pourront, dans certains cas, faire l'objet d'un appui financier.

Dans le cadre du contrat de ville, les projets développés pourront être :

- initiés par le conseil citoyen et confiés à une structure partenaire ;
- portés par des habitants du quartier, non membres du conseil citoyen, mais accompagnés et soutenus dans leur démarche par ce conseil ;
- portés directement par le conseil citoyen.

La constitution et l'action des conseils citoyens doivent respecter des principes de liberté, égalité, fraternité, laïcité, neutralité mais aussi de souplesse, indépendance, pluralité, parité et proximité. Ils garantissent notamment leur indépendance vis-à-vis des institutions publiques et leur neutralité à l'égard d'organisations partisans, culturelles et autres groupes de pression, « manifestation hostiles au respect du principe de pluralité ». Le respect de ces principes doit aboutir par ailleurs à une représentation la plus fidèle possible des habitants des quartiers concernés, en intégrant en particulier « les personnes et collectifs les plus éloignés des instances de concertation classiques ».

De toute évidence, des liens étroits sont prévus entre le Conseil Citoyen du grand centre et le Comité de Suivi de la GUP. Une collaboration réelle existe entre les membres de chaque structure et un temps de parole, lors du comité de suivi GUP, est consacré aux représentants des membres du Conseil Citoyen afin qu'ils puissent présenter leurs travaux, faire part de leurs réflexions ou interrogations sur les projets menés sur le périmètre du Grand Centre.

Enfin, la loi du 21 février 2014 relative à la refondation de la Politique de la Ville fixe le cadre national d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville signé le 24 avril 2015. Il est prévu que les conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB ont vocation à s'articuler avec les démarches de gestion urbaine de proximité existantes ou à venir, pilotées par les collectivités locales et l'Etat.

L'abattement de 30 % sur la base d'imposition de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) pour les logements sociaux situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville permet aux organismes HLM de traiter les besoins spécifiques des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Depuis le 1er janvier 2016, les bailleurs signataires des contrats de ville bénéficient de l'abattement pour l'ensemble de leur patrimoine social situé dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville pour la durée des contrats de ville (2015-2020).

En contrepartie de cet avantage fiscal, les bailleurs s'engagent à poursuivre l'amélioration du niveau de qualité de service dans ces quartiers, en y renforçant leurs interventions au moyen notamment d'actions contribuant à la tranquillité publique, à l'entretien et à la maintenance du patrimoine, à l'amélioration du cadre de vie, à la participation des locataires.

Les engagements des bailleurs partenaires de la Convention GUP du Centre ville sont conformes et en parfaite adéquation avec les engagements pris lors dans les conventions relatives à l'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les propriétés bâties. Par ailleurs, ces conventions seront consultables à la fin du présent document, en annexe.

Par conséquent, l'ensemble des partenaires signataires, bailleurs, institutions, fédérations et entreprises souhaitent confirmer et maintenir leurs engagements autour d'une action conjointe, destinée à améliorer le cadre de vie de la population sur ce quartier et à apporter des réponses en accord avec les attentes exprimées par les habitants, par une gestion mieux coordonnée des différents intervenants.

1/ Les signataires de la présente convention s'engagent à mettre en œuvre, individuellement et collectivement les principes suivants :

○ **Renforcer la coordination des intervenants de proximité du centre ville**

L'amélioration de la qualité des services à l'habitant dans ce quartier relève de responsabilités partagées. Il importe donc de favoriser une approche globale et partenariale de la réponse publique et privée qui prenne en compte tous les aspects de la vie quotidienne et les diverses dimensions des pratiques (le locataire, le propriétaire, le commerçant, l'utilisateur de services, le citoyen...).

Ce mode de coordination est également une condition de la lisibilité de l'action publique aux yeux des habitants.

○ **Faire évoluer les pratiques professionnelles par une meilleure prise en compte des spécificités du centre ville pour mieux identifier et mettre en œuvre des solutions adaptées**

Des solutions devront être trouvées dans le traitement des dysfonctionnements récurrents du quartier.

La démarche de GUP implique l'adaptation de l'action publique aux enjeux différenciés de ce territoire, pour l'ensemble des acteurs qui souhaitent ainsi promouvoir deux principes clés :

- ***La territorialisation des services*** : depuis plusieurs années, les services techniques de la Ville de Grasse ont mis en œuvre ce mode de gestion à l'échelle du quartier. Il conviendra de s'appuyer sur cette organisation pour développer l'intervention des services techniques municipaux.
- ***La transversalité des services*** : cette réflexion de territoire doit permettre de limiter les excès de verticalité et de spécialisation des services. Cela implique d'intervenir dans une logique de projet de territoire.

○ **Développer la participation des habitants**

La participation des habitants est une condition de réussite de cette démarche. Les actions envisagées dans le cadre de la GUP intégreront les modalités d'association des habitants qui, selon les cas, relèveront de :

- L'information concernant les modalités de gestion et les services à la population.
- La concertation avec les habitants sur les projets du quartier.
- La coopération en favorisant l'implication des habitants dans les projets d'aménagement ou d'animation sociale.

2/ La présente convention est structurée en quatre axes d'interventions stratégiques :

Quatre axes d'interventions ont été mis en avant par le « diagnostic en marchant », effectué par le Cabinet Habitat et territoires en 2008-2009 et approuvé par le comité de suivi de la GUP. Les axes d'interventions restent similaires pour la nouvelle convention GUP mais les objectifs opérationnels seront réactualisés.

AXE 1 : « LA PROPRETE ET LA MAINTENANCE DU DOMAINE PUBLIC »

Le terme propreté englobe divers aspects allant de l'entretien des rues et des espaces publics à la gestion des déchets.

Les acteurs souhaitent renforcer la qualité du cadre de vie et la gestion quotidienne du quartier. Pour ce faire, ils s'engagent à poursuivre conjointement les objectifs suivants :

- **Objectif opérationnel 1 : Renforcer la qualité de traitement des espaces collectifs (rues, places, pieds d'immeubles, création de locaux d'ordures ménagères, espaces publics...).**
- **Objectif opérationnel 2 : Renforcer la présence humaine, la qualité de service rendu à la population notamment par la coordination des personnels de terrain.**
- **Objectif opérationnel 3 : Accompagner la gestion des chantiers et pérenniser les aménagements.**

Les indicateurs :

- Le nombre de fiches GUP et le délai de réalisation des dysfonctionnements.
- Le nombre d'agents dans le secteur et le nombre de réunions de concertation.
- Le nombre de points noirs supprimés (dépôt sauvage de déchets)

AXE 2 « L'ANIMATION ET LA VIE SOCIALE »

Dans le centre ville, l'animation de la vie sociale apparaît comme un enjeu majeur. Celle-ci doit permettre aux plus fragiles d'être soutenus et à chaque habitant de trouver sa place. Cet axe constitue également une des conditions de la réussite des deux autres par une appropriation de la population de ce quartier et de ces usages.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 a inscrit le principe de co-construction de la politique de la ville avec les habitants.

La participation des habitants sera mise en œuvre au travers de différentes actions et différents outils complémentaires et coordonnés dont :

Les conseils citoyens sur tous les territoires de la géographie prioritaire

Un fonds de participation sur chacun des territoires en géographie prioritaire

Le Fonds de Participation des Habitants finance des projets ponctuels d'un montant maximum de 500 euros qui contribuent au renforcement du lien social dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

La simplicité des démarches et la souplesse des procédures doivent favoriser l'implication des habitants « non-experts ». Le Fonds de Participation doit permettre aux habitants de se sentir « acteurs de leur quartier ».

- **Objectif opérationnel 4 : Soutenir le centre social Harjès dans le maintien de son activité et les associations dans la mise en place d'actions sociales en centre ville.**
- **Objectif opérationnel 5 : Appréhender les besoins des habitants et développer des actions d'accompagnement en favorisant le lien social afin de lutter contre l'isolement, le communautarisme.**
- **Objectif opérationnel 6 : Développer l'appropriation du secteur par le développement d'actions socio économiques impliquant les acteurs locaux.**

Les indicateurs :

- Le bon fonctionnement du projet social et le renouvellement de l'agrément.
- Le nombre d'actions inscrites au projet centre social.
- Le nombre d'actions spécifiques réalisées.
- Le nombre de manifestations et/ou de projets réalisés avec les habitants.

AXE 3 « LA PREVENTION ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUE »

La tranquillité publique est aussi l'une des premières préoccupations exprimées par les habitants en raison de la montée en charge des actes d'incivilité (déchets, conduites à risque, tapages nocturnes, stationnements anarchiques, délits...). Des réponses doivent être trouvées d'abord de manière préventive (dialogue, responsabilisation et information) puis dans un deuxième temps, il s'agira de trouver la juste mesure pour adapter la sanction aux incivilités commises.

Ces différentes problématiques pourront être traitées dans le cadre du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

- **Objectif opérationnel 7 : Développer les actions de sensibilisation.**
- **Objectif opérationnel 8 : Apporter des réponses graduées aux désordres (incivilités).**
- **Objectif opérationnel 9 : Développer des actions de sensibilisation pour lutter contre la radicalisation**

Les indicateurs :

- Le nombre de patrouilles pédestres et d'opérations de contrôle.
- Diminution des incivilités et des infractions.
- Baisse du sentiment d'insécurité (enquête de satisfaction).

AXE 4 : « LA PARTICIPATION, L'INFORMATION ET LA CONCERTATION DES HABITANTS »

Dans l'esprit du projet de gestion urbaine de proximité, la participation des habitants et des partenaires est une condition de réussite.

Face aux questions d'usage et de gestion au quotidien de l'espace et de la qualité du cadre de vie, les habitants peuvent être force de proposition et peuvent participer efficacement à la définition de l'usage d'un espace ou d'un niveau de services.

La participation est en outre une condition de l'appropriation par les habitants de décisions prises par des acteurs institutionnels.

- **Objectif opérationnel 10 : Développer les moyens de communication pour sensibiliser les habitants à l'ensemble des projets les concernant.**
- **Objectif opérationnel 11 : Favoriser la participation et la concertation des habitants dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets.**
- **Objectif opérationnel 12 : Sensibiliser les habitants aux bonnes pratiques afin de faire évoluer les comportements pour un mieux vivre ensemble.**

Les indicateurs :

- Le nombre de documents de communication réalisés et distribués.
- Le nombre de réunions de travail et le nombre de participants aux différentes instances participatives (comité de suivi, conseil citoyen...) ainsi que les comptes rendus de ces réunions.
- Mise en œuvre du suivi des réunions.

Pour chaque axe, les objectifs sont déclinés en actions dans le document de suivi et le tableau de suivi des interventions ponctuelles de la GUP, qui permettent un suivi en temps réel de leur niveau d'avancement. La liste des actions sera complétée à partir des travaux du comité de suivi et du comité technique.

La mise en œuvre des actions relève avant tout des moyens de droit commun des différents partenaires signataires de la présente convention. Toutefois d'autres moyens pourront être mobilisés principalement dans le cadre des projets relevant du Contrat de Ville.

Il s'agit avant tout de mieux articuler les projets et les actions dans le cadre d'une stratégie partagée d'intervention en matière d'aménagement et de gestion urbaine sur le secteur du centre ville, afin d'apporter des réponses concrètes aux besoins et attentes des habitants.

3/ La conduite du projet :

La Gestion Urbaine de Proximité, pilotée par la Ville, doit s'inscrire dans un objectif permanent de gestion concertée du territoire. Le schéma organisationnel doit s'insérer naturellement dans les dispositifs déjà existants. La convention ayant essentiellement pour but d'optimiser la coordination et d'assurer un suivi transversal.

Pour ce faire, la GUP sera dotée de plusieurs instances ayant, pour chacune d'entre elles, des finalités différentes et bien définies :

- **Le Comité de pilotage**, composé d'élus et de représentants décisionnels de chaque structure institutionnelle ou associative, ayant signé la convention GUP, se réunira une fois par an afin :
 - de définir les orientations en fonction des axes stratégiques identifiés ;
 - de valider le programme d'actions mis en œuvre ;
 - d'approuver le bilan annuel.
- **Le Comité Technique**, composé de référents techniques préalablement désignés de chaque structure partenaire, se réunira une fois par trimestre afin :
 - d'être force de proposition face aux problématiques identifiées ;
 - de vérifier la faisabilité des actions proposées par le comité de suivi ;
 - d'assurer la mise en œuvre des actions retenues.

- **Le Comité de suivi**, composé d'habitants, commerçants et acteurs du centre ville se réunira une fois par mois. Cette instance participative aura pour objectifs :
 - d'informer l'ensemble des participants des différents projets menés sur le quartier ;
 - d'évoquer les dysfonctionnements et d'échanger sur les modes de résolution ;
 - de proposer des actions à mettre en œuvre, lesquelles seront étudiées et réalisées par les services compétents.

Evaluation de la démarche

L'évaluation devra prendre en compte les avis des acteurs rassemblés dans le comité de suivi. Elle sera établie par le comité technique qui devra en proposer une synthèse au comité de pilotage afin de lui permettre de redéfinir les orientations et les actions prioritaires.

4/ Les engagements des partenaires de la présente convention :

❖ LA VILLE DE GRASSE s'engage à :

- Désigner une équipe dédiée à la Gestion Urbaine de Proximité du centre ville, laquelle sera composée :
 - **d'un élu référent** chargé d'impulser et conduire l'ensemble de la démarche ;
 - **d'un coordinateur** chargé d'assurer la cohérence et le suivi des interventions ainsi que la coordination de l'ensemble des intervenants ;
 - **d'agents d'animations**, dont les missions seront d'établir des contacts quotidiens avec la population locale, de repérer les dysfonctionnements et d'en référer aux services compétents, de sensibiliser les usagers aux gestes citoyens et à la propreté des espaces ;
 - **d'une équipe d'agents techniques**, en contrat aidé, affectée à mi temps à la GUP, pour la réalisation de petits travaux.
- Identifier un lieu ressource permettant aux habitants de partager cette démarche de Gestion Urbaine de Proximité et de renseigner et/ou orienter les personnes vers les services de droit commun.
- Participer à la mise en œuvre des opérations inscrites dans le cadre de l'Opération d'Intérêt Régional

- Assurer la mise en œuvre des opérations inscrites dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine (Cf. Convention de Rénovation urbaine ANRU modifié en dernier lieu par l'avenant de sortie signé le 18 mai 2015) pour lesquelles elle est maître d'ouvrage.
- Accompagner la concertation sur les projets de la ville et particulièrement l'aménagement des futurs espaces extérieurs (ex : espaces autour de la future Médiathèque, espaces du Pontet...).
- Soutenir financièrement l'aménagement des espaces extérieurs au titre de la convention de Rénovation Urbaine – ANRU (opération « aménagement liés à la GUP » permettant le subventionnement d'aménagements extérieurs en lien avec la gestion urbaine de proximité du centre ville.
- Créer un répertoire commun à l'ensemble des partenaires (coordonnées et champ d'intervention).
- Adapter les missions de nettoyage, d'entretien et d'embellissement du domaine public en prenant en compte la parole des habitants.
- Mobiliser les services municipaux en fonction des désordres constatés par l'équipe de la GUP et les habitants réunis au sein du comité de suivi.
- Soutenir le Centre social dans la mise en œuvre d'activités en direction des jeunes et de leurs familles dans le domaine du soutien à la scolarité, de l'accueil de loisirs, de la médiation et de l'alphabétisation au titre de la contractualisation avec les partenaires institutionnels (Contrat de Ville, CLAS, CEJ, VVV, PRE ...)
- Soutenir les associations du Centre Ville dans la mise en œuvre d'actions socioculturelles.
- Soutenir et accompagner les associations du quartier dans leurs projets et l'ensemble des activités et/ou manifestations (ex : Expo Rose, La Jasminade, Le Carnaval, le Temps des Contes, la Fête des voisins, ...) proposées par la ville et ses partenaires en favorisant la participation des habitants.
- Maintenir le partenariat avec le Centre Social et veiller à la pérennisation du projet social.
- Proposer une séance d'accueil pour les nouveaux arrivants en associant l'équipe de la GUP à ces réunions.
- Organiser des réunions publiques d'information concernant tous les gros travaux du centre ville et particulièrement ceux effectués dans le cadre de l'Opération d'Intérêt Régional.

- Veiller à l'organisation et au bon déroulement de l'ensemble des travaux afin de limiter les nuisances pour les riverains et les commerçants du centre ville.
- Veiller à la réception des travaux réalisés par les concessionnaires et leur conformité avec les règles du secteur sauvegardé.
- Renforcer la sensibilisation, le contrôle et la sanction, particulièrement en matière d'autorisation d'urbanisme et de la gestion des déchets.
- Renforcement de la présence policière et augmentation de l'amplitude horaire des Policiers Municipaux, ainsi que des moyens de surveillance.

❖ **L'ETAT s'engage à :**

- A participer aux réunions du comité technique (une fois par trimestre). Il s'agira en la matière de la déléguée du Préfet et/ou de la chef du service politique de la ville de la direction départementale de la cohésion sociale.
- A participer aux comités de pilotage (1 fois par an), les services de l'Etat sous l'égide du Sous-préfet chargé de mission Politique de la Ville ayant une mission de coordination en matière de GUP sur le département.
- Transmettre et diffuser des informations utiles au bon fonctionnement de la GUP (sous réserve d'informations confidentielles).
- Mobiliser les services compétents dans la mesure des possibilités afin de résoudre les dysfonctionnements et/ou soutenir la mise en œuvre de projets sur le quartier du centre ville.

Dans le domaine de la sécurité :

- Maintenir la présence policière dans le périmètre défini par la présente convention par des patrouilles pédestres.
- Organiser régulièrement des opérations de contrôle sur réquisition du Procureur de la République en réalisant une analyse spatio-temporelle de la délinquance.

Dans le domaine des opérations d'aménagements :

- Soutenir financièrement selon le calendrier validé par l'ANRU l'aménagement des espaces extérieurs au titre de la convention de Rénovation Urbaine - ANRU (opérations, « aménagement liés à la GUP » permettant le subventionnement d'aménagements extérieurs en lien avec la gestion urbaine de proximité du centre ville).

Dans le domaine de la politique de la ville :

L'Etat pourra intervenir dans le cadre de la note de cadrage interministérielle relative à la « Gestion Urbaine de Proximité » : évolution des enjeux et des pratiques d'acteurs, fruit d'un travail partenarial mené entre le Secrétaire Général du Comité Interministériel des Villes (SG-CIV), l'Acsé, l'ANRU, la Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages (DHUP) et l'Union Sociale de l'Habitat (USH). A ce titre, en fonction des priorités d'intervention votées chaque année par le Conseil d'Administration de l'Acsé, de l'enveloppe financière politique de la ville déléguée annuellement au département des Alpes Maritimes et des objectifs fixés en matière d'intervention financière, l'Etat pourra intervenir.

- Pour appui, l'amélioration de la GUP : diagnostic en marchant, soutien à des actions de GUP en rapport avec le Contrat de Ville, mise en œuvre de formation inter acteurs.
- Aux côtés des acteurs locaux, les services déconcentrés de l'Etat et la déléguée du Préfet tiendront un rôle d'alerte et de vigilance pour faciliter l'engagement des démarches, leur mise en œuvre et leur promotion si nécessaire.
- En ce qui concerne la médiation sociale, qui peut apporter une contribution active et utile à la GUP, le dispositif adultes-relais financé par le CGET pourra être mobilisé en ce qui concerne, principalement, les postes de médiateurs déjà en place sur le territoire. Eventuellement, dans la limite des vacances disponibles des priorités affichées au plan National, en termes de médiation, ainsi que de la pertinence du projet proposé, des postes d'adultes-relais pourront être attribués, en particulier si la collectivité et les bailleurs s'engageaient de leurs côtés, à créer et financer d'autres postes en parallèle.

❖ **LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION du PAYS DE GRASSE s'engage à :**

- Identifier un référent pour la GUP Centre Ville qui s'engage à participer au comité technique une fois par trimestre.
- Assurer une présence au comité de pilotage (une fois par an).
- Transmettre et diffuser des informations utiles au bon fonctionnement de la GUP (sous réserve d'informations confidentielles).
- Mobiliser les services compétents dans la mesure des possibilités afin de résoudre les dysfonctionnements et/ou soutenir la mise en œuvre de projets sur le quartier du centre ville.

Dans le domaine de l'habitat :

- Accompagner les différents bailleurs dans toutes leurs démarches administratives, le service logement intercommunal instruit les demandes de logement, permet de mettre en place une politique de mixité sociale en participant aux commissions d'attribution. Il devient un interlocuteur privilégié pour les locataires, associations du quartier et les bailleurs. Il assure le suivi des dossiers sur site et permet un travail en réseau avec les différents services sociaux.

Dans le domaine de la collecte :

- Assurer l'enlèvement des déchets et proposer aux copropriétés du territoire concerné, un ensemble de services. Outre les collectes traditionnelles des déchets non recyclés et d'emballages, la Communauté d'Agglomération propose également un ramassage du carton, du papier et du verre.
- Favoriser le développement d'une offre de tri sélectif dans le centre ville en partenariat avec les habitants et les associations.
- Développer la création de locaux à poubelles en pied d'immeuble notamment dans les îlots concernés par le PRU.
- Proposer et accompagner la gestion des objets encombrants auprès des habitants et des bailleurs publics ou privés.

Dans le domaine de l'emploi, de l'insertion et de la politique de la ville :

- Contribuer dans le cadre des politiques publiques de l'emploi à mobiliser les mesures en faveur des habitants du centre-ville de manière à participer à la création d'une dynamique partenariale autour de l'insertion, de la formation et de l'emploi avec nos partenaires (Mission Locale, PLIE, Pôle Emploi, Education Nationale, HARJES, ...).
- ⊖ Soutenir les associations du centre ville dans la mise en œuvre d'actions d'insertion socioprofessionnelles et de prévention de la délinquance dans le cadre du contrat de ville 2015-2020.
- Accompagner et soutenir les projets favorisant l'insertion des publics par l'activité économique (IAE, Cité Lab, ...).
- Mobiliser l'ESS comme modèle économique capable d'apporter des solutions innovantes en matière de création d'activités ou d'entreprises.

- Veiller à faire respecter aux entreprises prestataires de chantiers ou de services sur le centre-ville la clause d'insertion sociale comme condition exécutoire des marchés, conformément à la charte locale d'insertion.

Dans le domaine du développement économique :

- Accompagner et soutenir les projets ponctuels liés à l'attractivité économique tels que le FISAC.
- Intégrer les comités de pilotage et/ou technique d'organisation d'actions liées au dispositif FISAC.
- Identifier les besoins des commerçants qui nécessiteraient un accompagnement individuel ou collectif par la maison du commerce et/ou le service du développement économique en lien avec des partenaires tels que la CCI, la CMA...

❖ **LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES ALPES-MARITIMES s'engage à :**

- Identifier un référent pour la GUP Centre Ville qui s'engage à participer au comité technique une fois par trimestre.
- Assurer une présence au comité de pilotage (une fois par an).
- Transmettre et diffuser des informations utiles au bon fonctionnement de la GUP (sous réserve d'informations confidentielles).
- Travailler en collaboration et en transversalité sur le terrain pour adapter l'offre globale de la CAF aux besoins des familles.
- Travailler en collaboration avec le Centre Social Harjès pour la mise en œuvre d'un projet d'animation locale et pour favoriser l'accès aux droits des familles dans le cadre de l'offre de service de l'intervention sociale et plus largement des allocataires dans le cadre du partenariat relais.
- Contribuer sur le territoire, par l'intermédiaire des travailleurs sociaux du Pôle d'Interventions sociales, à soutenir les projets liés à l'animation et à la cohésion sociale du centre ville.

❖ **LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT s'engage à :**

- Identifier un référent pour la GUP Centre Ville qui s'engage à participer au comité technique une fois par trimestre.
- Assurer une présence au comité de pilotage (une fois par an).
- Transmettre et diffuser des informations utiles au bon fonctionnement de la GUP (sous réserve d'informations confidentielles).

- Mobiliser les services compétents dans la mesure des possibilités afin de résoudre les dysfonctionnements et/ou soutenir la mise en œuvre de projets sur le quartier du centre ville.
- Assurer la mise en œuvre des opérations inscrites dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine (Cf. Convention de Rénovation urbaine ANRU) pour lesquelles elle est Maître d'Ouvrage, de même que celles qui pourraient lui être confiées en phase opérationnelle du nouveau projet de renouvellement urbain – NPNRU.
- Assurer le suivi et l'animation des dispositifs d'amélioration pilotés par la Ville ou par la CA du Pays de Grasse, et notamment l'OPAH intercommunale et les opérations thématiques de type façades, réfection des portes, etc.
- Veiller à réunir toutes les conditions nécessaires au bon déroulement des chantiers en matière d'accessibilité (véhicules, piétons, commerces...) et en matière de sécurité (aux abords des chantiers, squats...) et de propreté (salissures engendrées par les chantiers).
- Améliorer le circuit d'information et la coordination des services concernés par les travaux effectués en centre ville.

❖ **Le Centre Social Harjès s'engage à :**

- Identifier un référent pour la GUP Centre Ville qui s'engage à participer au comité technique une fois par trimestre.
- Assurer une présence au comité de pilotage (une fois par an).
- Transmettre et diffuser des informations utiles au bon fonctionnement de la GUP (sous réserve d'informations confidentielles).
- Mobiliser les services compétents dans la mesure des possibilités afin de résoudre les dysfonctionnements et/ou soutenir la mise en œuvre de projets sur le quartier du centre ville.
- Favoriser la cohésion sociale par la mise en œuvre d'un projet d'animation sociale locale au travers d'une démarche participative (habitants-partenaires).
- Consolider et préserver les relations parents-enfants et intergénérationnelles par l'organisation d'actions collectives, et la possibilité d'une prise en charge individuelle.
- Contribuer avec la Ville de Grasse et ses partenaires à l'intégration des nouveaux arrivants.
- Accompagner les habitants confrontés à des difficultés liées à l'habitat indigne et à des situations d'urgence.

- Assurer l'interface entre bailleurs privés ou publics et locataire en cas de litiges.
- Assurer une fonction de veille sociale pour une prise en charge adaptée des publics en désœuvrement.
- L'ensemble de ces objectifs est assujéti aux moyens matériels et financiers qui seront alloués chaque année à l'association par les différents partenaires institutionnels.

❖ **NOUVEAU LOGIS AZUR, s'engage à :**

- Identifier un référent pour la GUP Centre Ville qui s'engage à participer au comité technique une fois par trimestre.
- Assurer une présence au comité de pilotage (une fois par an).
- Transmettre et diffuser des informations utiles au bon fonctionnement de la GUP (sous réserve d'informations confidentielles).
- Mobiliser les services compétents dans la mesure des possibilités afin de résoudre les dysfonctionnements et/ou soutenir la mise en œuvre de projets sur le quartier du centre ville.

Les résidences de NLA : « Les Cordeliers (59 logements) », « La Roque (30 logements) » et « l'Oratoire », 8/10 rue de l'Oratoire (6 logements).

Dans le domaine de la propreté et de la vie quotidienne :

- Maintenir la présence de son personnel d'entretien et de son personnel de terrain.
- Assurer un suivi régulier auprès des entreprises intervenant sur les résidences concernant l'entretien des abords et espaces verts.
- Recenser régulièrement les épaves et les véhicules tampons.
- Assurer avec le soutien de la ville et des services de police, l'enlèvement des véhicules épaves.
- Veillez au respect de la propreté des Résidences, notamment le traitement des encombrants.
- Assurer un nettoyage régulier et efficace des parties communes de ces résidences.
- Poursuivre les modalités d'accueil de la clientèle sur chacune des Résidences.
- Suivre les réclamations des locataires et les tenir informés du suivi.

Dans le domaine de la tranquillité publique :

- Autoriser la police à pénétrer dans les parties communes des résidences concernées pour y mener à bien leurs investigations.
- Informer régulièrement la ville de Grasse, des actions mises en œuvre.
- Participer à la veille sécuritaire des Résidences et faire « remonter » les signalements nécessaires.

Dans le domaine de l'emploi pour les organismes signataires :

- Sensibiliser les entreprises prestataires et faire appliquer, conformément à la charte locale d'insertion, les clauses d'insertions comme condition exécutoire des marchés.

Dans le domaine de la communication :

- Informer les locataires du passage de la benne par le biais d'une note d'information placée sur les panneaux d'affichages situés dans les halls d'immeubles.
- Assurer la diffusion des informations relatives aux services à la population (jeunesse, proximité, animation, travaux...) via le personnel de terrain dans la mesure de leurs possibilités (distribution dans les boîtes aux lettres, affichages...).
- Assurer et/ou améliorer la signalétique des Résidences (en externe : plaques « résidence » et en interne : en étages et au niveau de la circulation).
- Poursuivre les modalités d'accueil de la clientèle sur chacune des Résidences.

❖ **IMMOBILIERE MEDITERRANEE s'engage à :**

- Identifier un référent pour la GUP Centre Ville qui s'engage à participer au comité technique une fois par trimestre.
- Assurer une présence au comité de pilotage (une fois par an).
- Transmettre et diffuser des informations utiles au bon fonctionnement de la GUP (sous réserve d'informations confidentielles).
- Mobiliser les services compétents dans la mesure des possibilités afin de résoudre les dysfonctionnements et/ou soutenir la mise en œuvre de projets sur le quartier du centre ville.

Les résidences d'Immobilier Méditerranée : « Roses de Mai (83 logements) », « Freyssinet (11 logements) », « Font Laugière (16 logements) », « Rêve Vieille (4 logements) ».

Dans le domaine de la propreté et de la vie quotidienne :

- Maintenir la présence de son personnel d'entretien et de gardiennage.
- Assurer un suivi régulier auprès des entreprises intervenant sur les résidences concernant l'entretien des abords et espaces verts.
- Recenser régulièrement les épaves et les véhicules tampons.
- Assurer avec le soutien de la ville et des services de police, l'enlèvement des véhicules épaves.
- Assurer un nettoyage régulier et efficace des parties communes de ces résidences.
- Poursuivre les modalités d'accueil de la clientèle sur chacune des Résidences.
- Suivre les réclamations des locataires et les tenir informés du suivi.

Dans le domaine de la tranquillité publique :

- Autoriser la police à pénétrer dans les parties communes des résidences concernées pour y mener à bien leurs investigations.
- Informer régulièrement la ville de Grasse, des actions mises en œuvre.
- Participer à la veille sécuritaire des Résidences et faire « remonter » les signalements nécessaires.

Dans le domaine de la communication :

- Informer les locataires du passage de la benne par le biais d'une note d'information placée sur les panneaux d'affichages situés dans les halls d'immeubles.
- Assurer la diffusion des informations relatives aux services à la population (jeunesse, proximité, animation, travaux...) via les gardiens d'immeuble dans la mesure de leurs possibilités (distribution dans les boîtes aux lettres, affichages...).
- Assurer et/ou améliorer la signalétique des Résidences (en externe : plaques « résidence » et en interne : en étages et au niveau de la circulation).

Dans le domaine de l'emploi pour les organismes signataires :

- Sensibiliser les entreprises prestataires et faire appliquer, conformément à la charte locale d'insertion, les clauses d'insertions comme condition exécutoire des marchés.

❖ **API PROVENCE s'engage à :**

- Identifier un référent pour la GUP Centre Ville qui s'engage à participer au comité technique une fois par trimestre.
- Assurer une présence au comité de pilotage (une fois par an).
- Transmettre et diffuser des informations utiles au bon fonctionnement de la GUP (sous réserve d'informations confidentielles).
- Mobiliser les services compétents dans la mesure des possibilités afin de résoudre les dysfonctionnements et/ou soutenir la mise en œuvre de projets sur le quartier du centre ville.

Les résidences en gestion d'API PROVENCE : « La Poissonnerie (4 logements) », « 3 traverse de la Placette (4 logements) », « Paul Goby (10 logements) » et « 2 rue Rêve Vieille (4 logements) ».

Dans le domaine de la propreté et de la vie quotidienne :

- Maintenir la présence de son personnel d'entretien et de gardiennage.
- Assurer un nettoyage régulier et efficace des parties communes de ces résidences.
- Poursuivre les modalités d'accueil de la clientèle sur chacune des Résidences.
- Suivre les réclamations des locataires et les tenir informés du suivi.

Dans le domaine de la tranquillité publique :

- Autoriser la police à pénétrer dans les parties communes des résidences concernées pour y mener à bien leurs investigations.
- Informer régulièrement la ville de Grasse, des actions mises en œuvre.
- Participer à la veille sécuritaire des Résidences et faire « remonter » les signalements nécessaires.

Dans le domaine de la communication :

- Informer les locataires du passage de la benne par le biais d'une note d'information placée sur les panneaux d'affichages situés dans les halls d'immeubles.
- Assurer la diffusion des informations relatives aux services à la population (jeunesse, proximité, animation, travaux...) via les gardiens d'immeubles dans la mesure de leurs possibilités (distribution dans les boîtes aux lettres, affichages...).
- Assurer et/ou améliorer la signalétique des Résidences (en externe : plaques « résidence » et en interne : en étages et au niveau de la circulation).

Dans le domaine de l'emploi pour les organismes signataires :

- Sensibiliser les entreprises prestataires et faire appliquer, conformément à la charte locale d'insertion, les clauses d'insertions comme condition exécutoire des marchés.

❖ **LA LOGIREM s'engage à :**

- Identifier un référent pour la GUP Centre-Ville qui s'engage à participer au comité technique une fois par trimestre.
- Assurer une présence au comité de pilotage (une fois par an).
- Transmettre et diffuser des informations utiles au bon fonctionnement de la GUP (sous réserve d'informations confidentielles).
- Mobiliser les services compétents dans la mesure des possibilités afin de résoudre les dysfonctionnements et/ou soutenir la mise en œuvre de projets sur le quartier du centre-ville.

Les résidences de la LOGIREM : « TRACASTEL (8 logements) », « CHIRIS (19 logements) », « 4 POUOST (7 logements) », « 8-10 POUOST (7 logements) », et « LE JAURES (9 logements) ».

Dans le domaine de la propreté et de la vie quotidienne :

- Maintenir la présence de son personnel de gardiennage.
- Assurer un suivi régulier auprès des entreprises intervenant sur les résidences concernant l'entretien des abords et espaces verts.
- Recenser régulièrement les épaves et les véhicules tampons.

- Assurer avec le soutien de la ville et des services de police, l'enlèvement des véhicules épaves.
- Assurer un nettoyage régulier et efficace des parties communes de ces résidences.
- Poursuivre les modalités d'accueil de la clientèle sur chacune des Résidences.
- Suivre les réclamations des locataires et les tenir informés du suivi.

Dans le domaine de la tranquillité publique :

- Autoriser la police à pénétrer dans les parties communes des résidences concernées pour y mener à bien leurs investigations.
- Informer régulièrement la ville de Grasse, des actions mises en œuvre.
- Participer à la veille sécuritaire des Résidences et faire « remonter » les signalements nécessaires.

Dans le domaine de la communication :

- Informer les locataires du passage de la benne par le biais d'une note d'information placée sur les panneaux d'affichages situés dans les halls d'immeubles.
- Assurer la diffusion des informations relatives aux services à la population (jeunesse, proximité, animation, travaux...) via les gardiens d'immeuble dans la mesure de leurs possibilités (distribution dans les boîtes aux lettres, affichages...).
- Assurer et/ou améliorer la signalétique des Résidences (en externe : plaques « résidence » et en interne : en étages et au niveau de la circulation).

Dans le domaine de l'emploi pour les organismes signataires :

- Sensibiliser les entreprises prestataires et faire appliquer, conformément à la charte locale d'insertion, les clauses d'insertions comme condition exécutoire des marchés.

❖ **LA FEDERATION ECONOMIQUE DE GRASSE s'engage à :**

- Identifier un référent pour la GUP Centre Ville qui s'engage à participer au comité technique une fois par trimestre.
- Assurer une présence au comité de pilotage (une fois par an).
- Transmettre et diffuser des informations utiles au bon fonctionnement de la GUP (sous réserve d'informations confidentielles).
- Mobiliser les commerçants adhérents ou invités dans la mesure des possibilités, afin de résoudre les dysfonctionnements et/ou soutenir la mise en œuvre de projets sur le quartier du centre ville.
- Etre force de propositions et d'actions en matière d'aménagements du territoire (Projet ZAC Martelly, circulation et voies d'accès, stationnement, piétonisation...).
- Accompagner et informer les commerçants adhérents lors des phases de travaux.
- Promouvoir, dynamiser et animer des opérations commerciales, notamment dans le cadre des manifestations organisées par la ville de Grasse ou ses partenaires (Expo Roses, la Jasminade, Fête de Noël...).
- Favoriser l'organisation de la collecte des cartons et emballages dans le centre ville avec l'ensemble des commerçants.

❖ **SUEZ EAU FRANCE s'engage à :**

- Identifier un référent pour la GUP Centre Ville qui s'engage à participer au comité technique une fois par trimestre.
- Assurer une présence au comité de pilotage (une fois par an).
- Transmettre et diffuser des informations utiles au bon fonctionnement de la GUP (sous réserve d'informations confidentielles).
- Mobiliser les services compétents dans la mesure des possibilités afin de résoudre les dysfonctionnements et/ou soutenir la mise en œuvre de projets sur le quartier du centre ville.

Dans le domaine des travaux :

- Assurer la réalisation de travaux de qualité dans le Centre Ville tout en limitant les nuisances pour les riverains et l'environnement de ce secteur sauvegardé.
- Accompagner et vérifier le bon déroulement des travaux réalisés par Suez Eau France ou par ses sous-traitants notamment en ce qui concerne la remise en état et les « rendus » de chantier.
- Veiller au respect des procédures et de la réglementation dans les travaux confiés aux sous-traitants.
- Désigner un interlocuteur pour les anomalies sur les chantiers.

Dans le domaine de la communication sur les travaux et les règles de bonnes pratiques :

- Assurer l'information des services techniques et des riverains lors de la réalisation de travaux sur les réseaux.
- Participer aux réunions publiques.
- Mettre en place une plateforme de réunions partenariales.
- Mettre en place une démarche en direction des copropriétés pour la mise aux normes des coffrets compteurs d'eau.

Dans le domaine de l'éducation et du développement durable :

- Sensibiliser les habitants du Centre Ville à la Gestion durable de la ressource en eau.
- Sensibiliser les enfants des écoles du Centre Ville à la Gestion durable de la ressource en eau.
- En partenariat avec l'ensemble des acteurs sociaux, garantir aux plus démunis l'accès à l'eau.

❖ **ENEDIS s'engage à :**

- Identifier un référent pour la GUP Centre Ville qui s'engage à participer au comité technique une fois par trimestre.
- Assurer une présence au comité de pilotage (1 fois par an).
- Transmettre et diffuser des informations utiles au bon fonctionnement de la GUP (sous réserve d'informations confidentielles).
- Mobiliser les services compétents dans la mesure des possibilités afin de résoudre les dysfonctionnements et/ou soutenir la mise en œuvre de projets sur le quartier du centre ville.

Dans le domaine des travaux :

- Accompagner et vérifier le bon déroulement des travaux réalisés par ENEDIS ou ses sous-traitants.
- Veiller au respect des procédures et de la réglementation dans les travaux confiés aux sous-traitants.
- Désigner un interlocuteur pour les anomalies sur les chantiers.
- Assurer le remplacement de tous les coffrets techniques défectueux.

Dans le domaine de la communication sur les travaux et les règles de bonnes pratiques :

- Communiquer avant les travaux qui seront effectués et participer aux réunions publiques.
- Communiquer auprès des habitants sur les bonnes pratiques et les normes de sécurité en électricité.
- Mettre en place une démarche en direction des copropriétés pour la sécurisation des installations.
- Informer et accompagner les emménagements et déménagements des habitants.

❖ **GRDF s'engage à :**

- Identifier un référent pour la GUP Centre Ville qui s'engage à participer au comité technique une fois par trimestre.
- Assurer une présence au comité de pilotage (1 fois par an).
- Transmettre et diffuser des informations utiles au bon fonctionnement de la GUP (sous réserve d'informations confidentielles).
- Mobiliser les services compétents dans la mesure des possibilités afin de résoudre les dysfonctionnements et/ou soutenir la mise en œuvre de projets sur le quartier du centre ville.

Dans le domaine de la propreté et la maintenance du domaine public :

- Mise à disposition d'un service 24h/24 et 7j/7 pour réaliser un diagnostic gratuit et intervenir rapidement chez les habitants (N° Vert Urgence Sécurité Gaz au 0 800 47 33 33) avec déplacement d'un technicien si nécessaire :
Prendre toute disposition permettant de neutraliser la source de danger, réparer la partie défectueuse de l'installation, Remettre en service l'alimentation en gaz...
- Accompagner et vérifier le bon déroulement des travaux réalisés par GRDF ou ses sous traitants.
- Désigner un interlocuteur pour traiter les anomalies sur les chantiers.

Dans le domaine de l'animation et la vie sociale :

En partenariat avec Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, une campagne de thermographie aérienne a été réalisée pour mesurer la température de surface des toitures des bâtiments publics et privés. Les données ont été retranscrites sous la forme de cartes thermiques pointant les bâtiments énergivores. Les résultats personnalisés de cette étude sont remis gratuitement aux habitants, professionnels et collectivités lors de salons et via le site : <http://www.paysdegrasse.fr/recuperer-la-photo-energetique-de-votre-maison>

- Organiser des salons avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse : les habitants ont la possibilité de rencontrer des professionnels locaux de la rénovation énergétique de l'habitat et découvrir les solutions les plus adaptées en matière d'isolation, de chauffage, ainsi que des informations sur les aides financières envisageable.

- Désigner un interlocuteur pour diagnostiquer les besoins du logement avec mise en relation avec les professionnels de la rénovation certifié RGE pour les habitants à proximité d'un réseau de gaz.

Dans le domaine de la prévention et la tranquillité publique :

- Sensibiliser les personnels des entreprises de travaux publics afin d'éviter les dommages sur les ouvrages.
Ces séances de sensibilisation seront assurées gratuitement par GRDF, à partir d'une liste d'entreprises fournie par le GUP.
- Réaliser des contrôles in situ des chantiers sous maîtrise d'ouvrage "tiers" dans une logique de prévention et de sensibilisation des acteurs aux risques encourus.
Ces contrôles inopinés consistent notamment à vérifier si l'entreprise a bien réalisé la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux, si le conducteur d'engin a bien les plans en sa possession sur le chantier, si le marquage au sol a bien été réalisé, etc... à partir des arrêtés de voirie délivrés par la Ville.

Dans le domaine de la participation, l'information et la concertation des habitants :

- Communiquer avant les travaux qui seront effectués et participer aux réunions publiques.
- Mise à disposition d'un service gaz naturel raccordement et conseils pour les habitants avec déplacement d'un technicien si nécessaire :
Les conditions de raccordement, modification ou suppression au réseau public de gaz.
Des conseils pour la rénovation de son logement (travaux, aides, financement, économie réalisée...)
Des conseils pour faire réaliser un Diagnostic Sécurité Gaz de son installation intérieure gaz.
Obtenir la liste des fournisseurs de gaz, des professionnels du gaz...

❖ **ORANGE s'engage à :**

- Identifier un référent pour la GUP Centre Ville qui s'engage à participer au comité technique une fois par trimestre.
- Assurer une présence au comité de pilotage (une fois par an).
- Transmettre et diffuser des informations utiles au bon fonctionnement de la GUP (sous réserve d'informations confidentielles).
- Mobiliser les services compétents dans la mesure des possibilités afin de résoudre les dysfonctionnements (ex : mettre en œuvre une démarche de résorption des câbles en façade) et/ou conseiller à la mise en œuvre de projets sur le quartier du centre ville.

Dans le domaine des travaux :

- Accompagner et vérifier le bon déroulement des travaux réalisés par ORANGE ou ses sous-traitants.
- Veiller au respect des procédures et de la réglementation dans les travaux confiés aux sous-traitants.

- Désigner un interlocuteur pour la mise en attente des réseaux notamment dans le cadre des réhabilitations et pour la gestion des anomalies sur les chantiers.
- Identifier les problèmes en amont avec la Ville et la SPL Grasse Développement.
- Proposer et favoriser les solutions visant à réduire l'usage des paraboles.

Dans le domaine de la communication sur les travaux et les règles de bonnes pratiques :

- Communiquer en amont des travaux qui seront effectués et participer aux réunions publiques.
- Mettre en place des réunions d'informations.

❖ **La POSTE s'engage à :**

- Identifier un référent pour la GUP Centre Ville qui s'engage à participer au comité technique une fois par trimestre.
- Assurer une présence au comité de pilotage (une fois par an).
- Transmettre et diffuser des informations utiles au bon fonctionnement de la GUP (sous réserve d'informations confidentielles).
- Mobiliser les services compétents dans la mesure des possibilités afin de résoudre les dysfonctionnements et/ou soutenir la mise en œuvre de projets sur le quartier du centre ville.

Dans le domaine de l'emploi pour les organismes signataires :

- En partenariat avec les services de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (service Emploi, PLIE...) étudier toutes les candidatures d'emplois saisonniers.

Dans le domaine de la communication :

- Favoriser les échanges avec la FNAIM et les syndicats de copropriétés pour assurer une amélioration des entrées et halls d'immeubles (propreté, porte automatique, boîtes aux lettres aux normes, éclairage...)
- Mettre en place des ateliers une fois par mois, de 10h30 à 13h00.
- Etiquetage et normes concernant les boîtes aux lettres.
- Information sur la distribution et suivi du courrier...

❖ **La FNAIM 06 s'engage à :**

- Identifier un référent pour la GUP Centre Ville qui s'engage à participer au comité technique une fois par trimestre.
- Assurer une présence au comité de pilotage (1 fois par an).
- Transmettre et diffuser des informations utiles au bon fonctionnement de la GUP (sous réserve d'informations confidentielles).
- Mobiliser les services compétents dans la mesure des possibilités afin de résoudre les dysfonctionnements et/ou soutenir la mise en œuvre de projets sur le quartier du centre ville.
- Participer à la mise en œuvre de projet sur le quartier du centre ville.
- Elaborer en partenariat avec la ville de Grasse, une charte d'engagement de qualité pour les professionnels intervenants en Centre Ville.
- Travailler avec les services de la ville à l'élaboration d'une fiche de synthèse destinée à tout nouvel arrivant dans le centre ville de Grasse, qu'il soit locataire, propriétaire, vendeur, acheteur ou copropriétaire, et qui lui précisera les précautions particulières à prendre pour tout aménagement, travaux ou installations dans ce périmètre et transmettre cette fiche à tous les adhérents agents immobiliers, gérants locatifs et syndics du bassin grassois, pour qu'ils la mettent à la disposition de leur clientèle et qu'ils la diffusent le plus largement possible.
- Diffuser les informations relatives à la Gestion Urbaine de Proximité sur son aspect urbanisme par emailing à tous ses adhérents professionnels immobiliers du bassin grassois.
- Elaborer avec les services de la ville les modalités d'accès de ses adhérents professionnels de l'immobilier aux documents d'urbanisme propres au centre historique, et notamment la très intéressante cartographie immeuble par immeuble qui a été présentée. Les adhérents de la FNAIM pourront ainsi renseigner très précisément les consommateurs à ce sujet.
- Se porter garant du respect par ses adhérents, de la réglementation en vigueur.

Dans le domaine de la propreté et de la vie quotidienne :

- Maintenir la présence de son personnel d'entretien et de son personnel de terrain.
- Assurer un suivi régulier auprès des entreprises intervenant sur les résidences concernant l'entretien des abords et espaces verts.
- Veiller au respect de la propreté des Résidences, notamment par le traitement des encombrants.
- Assurer un nettoyage régulier et efficace des parties communes de ces résidences.
- Suivre les réclamations des locataires et les tenir informés du suivi.

Dans le domaine de la prévention et de la tranquillité publique :

- Autoriser la police à pénétrer dans les parties communes des résidences concernées pour y mener à bien leurs investigations.
- Informer régulièrement la ville de Grasse, des problématiques rencontrées par les résidents.

- Participer à la veille sécuritaire des résidences et faire « remonter » les signalements nécessaires.

Dans le domaine de la communication :

- Informer les locataires et propriétaires des modalités de ramassage des encombrants par le biais d'une note d'information placée sur les panneaux d'affichages situés dans les halls d'immeubles.
- Assurer la diffusion des informations relatives aux services à la population (jeunesse, proximité, animation, travaux...) via le personnel de terrain dans la mesure de leurs possibilités (distribution dans les boîtes aux lettres, affichages...).
- Assurer et/ou améliorer la signalétique des résidences (en externe : plaques « résidence » et en interne : en étages et au niveau de la circulation).
- Poursuivre les modalités d'accueil des locataires sur chacune des résidences.

<p>Pour l'ETAT Le Préfet,</p> <p>Georges-François LECLERC</p>	<p>Pour la Ville de Grasse Le Maire,</p> <p>Jérôme VIAUD</p>
<p>Pour la Caisse des Allocations Familiales des A-M Le Directeur Général,</p> <p>Yves FASANARO</p>	<p>Pour la Communauté d'agglomération Du Pays de Grasse Le Président,</p> <p>Jérôme VIAUD</p>
<p>Pour le Centre Social Harjès Le Président,</p> <p>Bernard SEGUIN</p>	<p>Pour La Société Publique Locale Pays de Grasse Développement P/O Le Président, Le Vice-Président</p> <p>Philippe WESTRELIN</p>
<p>Pour la S.A Nouveau Logis Azur Le Directeur Général,</p> <p>Pierre FOURNON</p>	<p>Pour Immobilière Méditerranée Le Directeur Général,</p> <p>Jean-Pierre SAUTAREL</p>
<p>Pour API PROVENCE Le Président,</p> <p>Pierre BEUIL</p>	<p>Pour la Fédération Economique de Grasse Le Président,</p> <p>Claude MUZZIN</p>

<p>Pour SUEZ EAU FRANCE La Directrice de l'Agence Côte d'Azur,</p> <p>Laurence PEREZ</p>	<p>Pour ENEDIS La Directrice Territoriale des Alpes Maritimes,</p> <p>Carole ORY</p>
<p>Pour GRDF Le Directeur Territorial des Alpes Maritimes,</p> <p>Grégory BERTRAND</p>	<p>Pour ORANGE Le Directeur Régional Provence Côte d'Azur,</p> <p>Laurent LONDEIX</p>
<p>Pour la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM) Le Président,</p> <p>Frédéric PELOU</p>	<p>Pour la LOGIREM La Responsable d'Agence Alpes-Maritimes et Var,</p> <p>Géraldine DUMAS BILLE</p>
<p>Pour la POSTE Le Directeur d'Etablissement Cannes PPDC,</p> <p>Humberto Roxo</p>	

Grasse, le jeudi 29 juin 2017